

L'ÉCONOMIE AU CŒUR DU DÉBAT PUBLIC

Direction de l'information légale et administrative

26, rue Desaix
75015 Paris

Rédaction

de *Problèmes économiques*

Patrice Merlot (rédacteur en chef)
Olivia Montel
(rédactrice en chef des hors-série)
Markus Gabel (rédacteur)
Stéphanie Gaudron (rédactrice)

Secrétariat de rédaction

Anne Biet-Coltelloni

Promotion

Anne-Sophie Château

Secrétariat

Paul Oury

29, quai Voltaire
75344 Paris cedex 07
Tél. : 01 40 15 70 00
pe@ladocumentationfrancaise.fr
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues-collections/problemes-economiques/index.shtml>
Abonnez-vous à la newsletter

Avertissement

Les opinions exprimées
dans les articles reproduits
n'engagent que les auteurs

Crédit photo :

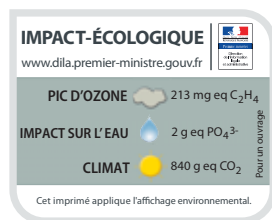
Couverture : Corbis
© Direction de l'information légale
et administrative, Paris, 2015

Conception graphique

Célia Petry
Nicolas Bessemoulin

En vente en kiosque et en librairie
(Adresses accessibles en ligne)

#Retrouvez-nous sur
Facebook et sur Twitter
@ProbEcoPE



Nous vivons dans un monde où l'économie est omniprésente : pas un jour sans que les prévisions de croissance, les chiffres du chômage ou du déficit public ne fassent l'objet d'un traitement dans les médias. Ces dernières années ont été particulièrement riches en événements, puisque l'économie mondiale, et particulièrement la zone euro, traverse depuis 2008 une ère de turbulences. Clef d'analyse de nombreux problèmes de société, la compréhension des rouages de l'économie constitue un impératif majeur pour tous les citoyens. Il n'est donc pas surprenant que la question de la diffusion des connaissances économiques prenne une place aussi importante dans le débat public.

Avec cette série « Comprendre l'économie », *Problèmes économiques* participe une nouvelle fois à ce projet ambitieux de vulgarisation des savoirs. Le découpage retenu offre une première entrée par les concepts et mécanismes fondamentaux (volume 1) et une seconde par les grands problèmes économiques de notre temps (volume 2).

La réflexion des grands auteurs sur les phénomènes économiques a suscité depuis plusieurs siècles de vives controverses, qui ont progressivement construit la science économique, et dont on retrouve l'héritage dans les savoirs contemporains. C'est pourquoi ce dossier commence par un tour d'horizon des grands courants économiques, en insistant sur les évolutions marquantes de la discipline au cours des trente dernières années. Les trois sous-ensembles qui suivent quittent l'histoire des idées pour se concentrer sur les savoirs fondamentaux : sont ainsi analysés les outils de base des économistes d'aujourd'hui – externalités, imperfections d'information, théorie des jeux, instruments économétriques... –, le comportement – aux niveaux individuel et agrégé – des principaux agents – entreprises, banques, ménages, État –, leurs interdépendances, mais également la dynamique et les mécanismes de régulation de l'économie de marché. Pour finir, l'accent est mis sur le fonctionnement et les dysfonctionnements de certains marchés – marchés financiers, marché du travail.

Les thèmes retenus ne couvrent pas tout le spectre de l'analyse économique. Outre l'impossibilité d'être exhaustif et le manque de place, nous avons fait le choix de nous en tenir aux outils fondamentaux, avec l'ambition que ce numéro ne profite pas seulement aux initiés, mais également aux néophytes. Nombre d'outils classiques mais techniques, tels que le schéma IS-LM-BK, ne sont donc pas abordés ici en tant que tels. Les livraisons récentes de notre revue permettent, pour ceux qui le souhaitent, d'approfondir de nombreux points.

Olivia Montel

L'économie est régulièrement sous le feu des critiques, mais plus encore depuis la crise financière de 2007-2008. Simplement incapable de prévoir les phénomènes économiques pour certains, elle serait d'autant plus dangereuse pour d'autres du fait d'un discours « impérialiste » et de son influence sur les décideurs politiques. Pour d'autres encore, elle serait immorale, légitimant la « marchandisation » du monde et les comportements de l'*homo oeconomicus*. Faisant le point sur ces griefs, Pascal Le Merrer montre que la discipline a su en partie y répondre et évoluer vers plus de réalisme. Loin de rester cantonnés à l'élaboration de modèles abstraits, les économistes orientent leurs recherches vers des sujets qui sont au cœur des problèmes économiques contemporains.

Problèmes économiques

L'économie : une discipline à haut risque ?

© PASCAL LE MERRER

Professeur d'économie à l'ENS de Lyon
Directeur des Journées de l'économie

L'économie est dans une période singulière. D'un côté, les économistes français sont à l'honneur avec le prix Nobel de Jean Tirole, le succès international du livre de Thomas Piketty¹, la présence de sept Français dans la liste du FMI des vingt-cinq « économistes âgés de moins de 45 ans qui exerceront, au cours des prochaines décennies, le plus d'influence sur notre compréhension de l'économie mondiale² ». Dans le même temps, on voit se développer un débat sur le rôle des économistes qui auraient pris la place des philosophes, des sociologues, des historiens, comme le dénonce par exemple Marcel Gauchet (cf. Zoom).

^[1] Piketty T. (2013), *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Le Seuil.

^[2] FMI (2014), « La génération montante », *Finances et Développement*, septembre.

Sous le feu de la critique

L'économie est souvent critiquée, mais avec des arguments quelque peu contradictoires. D'un côté, il lui est reproché l'irréalisme des hypothèses et des raisonnements qui soutiennent ses modèles. D'un autre côté, on prête un pouvoir énorme à cette discipline qui légitimerait une marchandisation du monde.

Des hypothèses et des modèles irréalistes

Steve Keen (2014) illustre la première catégorie de critiques quand il dénonce les erreurs logiques d'une théorie fondée sur le calcul rationnel des agents incapable de décrire la réalité et encore moins d'anticiper des phénomènes comme les crises économiques. C'est l'analyse néoclassique qui est au centre de cette critique, avec le comportement de

ZOOM

« LES ÉCONOMISTES SONT-ILS DES IMPOSTEURS ? »

« Que s'est-il passé intellectuellement dans nos sociétés ? La montée de l'économisme correspond, du point de vue des sensibilités, à un changement très profond de la demande sociale d'intelligence. Le désir d'intelligibilité a été supplanté par le souci d'efficacité d'un système conçu comme le seul possible. La question n'est plus de comprendre ce que sont l'homme, la société, l'histoire... La question est juste de savoir comment ça marche et comment faire en sorte que ça marche mieux.

C'est en ce sens que l'expert a pris la relève de l'intellectuel. Le mot est atroce mais parlant : on assiste à une désintellectualisation de nos sociétés. Elle va de pair avec une lecture de l'existence collective réduite au droit, à l'économie et à la technique »*.

* Marcel Gauchet, « Les économistes sont-ils des imposteurs ? », *L'Obs*, 23 octobre 2014.

l'offreur et du consommateur, la concurrence pure et parfaite, la rémunération des facteurs de production à leur productivité marginale, l'équilibre général walrasien, les anticipations rationnelles. Pour Steve Keen, c'est le modèle de coordination parfait grâce aux prix flexibles permettant d'équilibrer tous les marchés qui doit être dénoncé. Mais il sous-estime que la théorie néoclassique est compatible avec une grande variété d'arrangements institutionnels : elle ne se limite pas à produire un discours justifiant le libre marché. En revanche, cet auteur dénonce à juste titre le problème de la dichotomie entre les variables réelles et les variables financières dans la théorie néoclassique, ce qui le conduit à proposer « un modèle monétaire du capitalisme ».

Une discipline immorale

Timothy Taylor (2014) examine l'autre type de critique. Il rappelle que « les économistes préfèrent éluder les questions morales. Ils se plaisent à dire qu'ils étudient les arbitrages, les incitations et les interactions, et qu'ils laissent les jugements de valeur au processus politique et à la société ».

Toutefois, Jean Tirole (2014) précise : « Aux yeux des économistes, le marché est un puissant mécanisme d'allocation des ressources. Cependant, bénéficiaire de ses vertus requiert souvent de s'écarter du laisser-faire. De fait, les économistes ont consacré beaucoup de recherches à l'identification de ses défaillances et à leur correction par la politique publique. Mais les philosophes, les psychologues, les sociologues, les juristes, les politistes, beaucoup de grands acteurs de la société civile et la plupart des leaders religieux ont une vision différente du marché. Ils reprochent aux économistes de ne pas tenir assez compte des problèmes d'éthique, réclament une frontière claire entre domaines marchand et non marchand. » On voudrait penser que les individus sont vertueux mais dès que l'on étudie les comportements addictifs, les actions illégales, les actes individuels qui négligent les effets sociaux et environnementaux, on est confronté à la nécessité de comprendre comment agir pour favoriser des comportements prosociaux. Faut-il réglementer, taxer, créer un marché, jouer sur des incitations non marchandes ? Toutefois, peut-on étendre le raisonnement économique à tous les domaines ? Les débats sur les soldats mercenaires, le commerce du sexe, les droits à polluer sont anciens, mais, aujourd'hui, on voit naître de nouveaux sujets : celui des mères porteuses, celui du commerce des organes et du sang, celui de la brevetabilité du vivant avec le séquençage du génome... Pourquoi alors ne pas aussi faire le commerce des droits d'immigration plutôt que de laisser les passeurs créer un marché parallèle ? Ce serait une erreur d'en déduire que l'économie s'oppose à l'éthique. En fait, sur de nombreux

ZOOM

L'ÉCONOMIE, UNE DISCIPLINE CONTRE-INTUITIVE

L'économie est une discipline contre-intuitive depuis ses origines. Cela commence avec Adam Smith dans *La Théorie des sentiments moraux* lorsqu'il insiste sur la vanité et le désir de s'enrichir des hommes. Il montre que l'enrichissement de la société est le produit des comportements égoïstes et vaniteux des individus. Le problème est : comment faire pour que le vice privé devienne une vertu publique ? Il explique que la solution est dans l'instauration d'un régime économique qui donne libre cours aux initiatives privées (propriété privée, concurrence, ouverture des marchés...). Cette approche conduit à un discours qui est très étonnant, puisqu'il propose de se priver de diriger l'économie. On a des unités qui planifient leurs actions et le marché qui coordonne ces actions. Ainsi, le pessimisme concernant la nature humaine conduit à l'optimisme quant aux effets économiques. Et ce discours contre-intuitif va s'appuyer sur une démonstration de la supériorité de l'économie de marché pour coordonner les

intérêts individuels des agents économiques, qui est exposée dans *La Richesse des nations*. Il explique que lorsque la recherche de l'enrichissement illimité prend la forme de l'accumulation du capital, celle-ci perd son caractère immoral car l'accumulation du capital est fondée sur l'épargne qui est une vertu. Cette analyse ne le conduit pas à négliger le rôle de l'État comme le montre la définition qu'il donne de l'économie politique (cf. *infra*). Il consacre d'ailleurs la totalité du livre V de *La Richesse des nations* aux problèmes des dépenses et des recettes de l'État. Pour Adam Smith, « l'économie politique, considérée comme une branche des connaissances du législateur et de l'homme d'État, se propose deux objets distincts : le premier, de procurer au peuple un revenu ou une subsistance abondante, ou pour mieux dire, de le mettre en état de se procurer lui-même ce revenu ou cette subsistance abondante ; le second, de fournir à l'État ou à la communauté un revenu suffisant pour le service public ; elle se propose d'enrichir à la fois le peuple et le souverain »*.

Pascal Le Merrer

* Smith A. (1776), *La Richesse des nations*, introduction au volume II, Paris, Garnier Flammarion, 1991, p. 11.

^[3] Voir le document de travail 14/3 sur http://www.maxpo.eu/publications_DP.asp.

^[4] Stiglitz J. (2014), *Principes d'économie moderne*, 4^e édition française, De Boeck, p. 17.

sujets, il faut prendre en compte des questions morales quand on traite de problèmes matériels. C'est vrai pour l'économie comme pour les autres sciences sociales.

Il reste que la crainte non fondée de voir les économistes justifier la marchandisation du monde révèle peut-être une autre inquiétude, celle d'une position dominante des représentants de cette discipline qui conseillent les dirigeants politiques et économiques, produisent des expertises pour les grandes organisations nationales et internationales et enfin s'expriment largement dans les médias. Ce sujet est aussi étudié comme le montre l'article récent de Marion Fourcade, Étienne

Ollion, et Yann Algan : « The Superiority of Economists³ ».

L'économie est-elle une science ?

Le manuel de Joseph Stiglitz commence par cette affirmation : « L'économie est une science sociale. Elle étudie le problème des choix dans une société d'un point de vue scientifique, c'est-à-dire à partir d'une exploration systématique qui passe aussi bien par la formulation de théories que par l'examen des données empiriques⁴. »

L'économiste construit des raisonnements logiques qui s'appuient sur des hypothèses

pour élaborer des modèles microéconomiques ou macroéconomiques qui sont confrontés aux données afin d'évaluer leur capacité à expliquer les situations observées et à produire des prévisions. Toutefois, ces théories n'ont pas été capables d'anticiper correctement la crise financière qui s'est déclenchée en 2007 dans une période où les macroéconomistes se félicitaient de la « grande modération⁵ », c'est-à-dire de la combinaison d'une réduction de la volatilité du cycle économique et d'une faible inflation.

Alan Kirman (2012) rappelle que les causes identifiées de la crise – « défaillance des réseaux de banques, problèmes de confiance et de contagion à tous les niveaux » – étaient ignorées par les modèles utilisés : on avait d'un côté des modèles macroéconomiques fondés sur l'idée que les marchés s'autorégulent avec des agents qui font des anticipations rationnelles et, de l'autre, un modèle de marchés financiers « fondé sur l'hypothèse des marchés efficaces : toute l'information disponible sur les actifs financiers est contenue dans les prix » ; enfin, le secteur financier était mal intégré dans les modèles macroéconomiques.

Des approches alternatives existent comme le montrent les travaux de Robert Shiller, de Raghuram Rajan, de Roman Frydman ou, du côté francophone, avec Hélène Rey, André Orléan, Gaël Giraud, Michel Aglietta... Mais il reste à faire un effort important pour intégrer ces apports dans l'analyse macroéconomique contemporaine. Joseph Stiglitz est un exemple d'économiste qui plaide pour une reconstruction de la théorie macroéconomique. Dans un article récent⁶, il constate que la macroéconomie *mainstream* a été dominée par deux « églises » : la première raisonnait dans le cadre d'un modèle classique avec des marchés parfaitement flexibles, un agent économique représentatif qui formait des anticipations rationnelles et un secteur bancaire qui ne jouait aucun rôle ; la seconde reconnaissait qu'il pouvait y avoir des rigidités de prix et de salaire, sans concevoir que les défaillances de marché pouvaient aller au-delà de ces rigidités. En particulier, les

anomalies sur les marchés financiers étaient ignorées, laissant ainsi dans l'ombre la croissance anormale de la demande des agents privés par le recours au crédit. Stiglitz propose de fonder la reconstruction de la macroéconomie sur des hypothèses plus réalistes qui intègrent : les asymétries d'information, les distorsions entre les rendements privés et les coûts sociaux, l'incomplétude des contrats négociés qui évaluent mal les prises de risque. Les travaux théoriques qui vont dans cette direction font apparaître qu'il peut y avoir des équilibres multiples avec des agents formant des anticipations différentes. L'économie peut alors se révéler instable avec des ajustements de prix et de salaires qui aggravent la récession et des effets de répartition qui induisent des inégalités de revenu croissantes. L'enjeu de cette reconstruction théorique est important car il conditionne la compréhension des mécanismes qui sous-tendent les choix de politique économique. On le voit clairement avec les débats actuels sur les politiques d'austérité dans la zone euro, sur l'évaluation des multiplicateurs budgétaires, sur les stratégies de désendettement des agents privés et publics, sur l'existence de trappes à liquidité et le risque de déflation...

Enfin, comme le remarque François Bourguignon (2012) : « L'économie n'est pas une science dans le sens où elle ne peut pas fournir des lois universelles et objectives expliquant le fonctionnement des économies en tout point de l'espace et du temps... mais l'économie est peut-être plus scientifique que d'autres sciences humaines dans la mesure où, à partir de quelques hypothèses clairement énoncées, il est possible d'expliquer un certain nombre de phénomènes complexes. » Encore faut-il, toutefois, partir d'hypothèses réalistes.

Vers des analyses économiques plus réalistes

Les économistes se sont éloignés du modèle abstrait de l'agent économique calculateur, rationnel, en univers certain. Par exemple,

[5] C'est le titre d'un discours célèbre de Ben Bernanke en février 2004.

[6] Stiglitz J. (2014), « Reconstructing Macroeconomic Theory to Manage Economic Policy », *NBER Working paper series*, n° 20517, septembre.

les travaux de Jean Tirole et Roland Bénabou ont fait apparaître que nos comportements répondaient à plusieurs types d'incitations. Il y a évidemment **les motivations extrinsèques** qui sont celles prises en compte par l'analyse économique traditionnelle – les rémunérations ou autres formes de récompenses qui incitent un agent à effectuer une action qui a un coût. Mais, comme le note Jean Tirole : « La plupart des gens entreprennent des tâches ou choisissent des actions ayant des bénéfices privés extrêmement faibles : voter, ne pas polluer même quand on ne peut pas se faire prendre, donner à des organisations caritatives, aider des étrangers, risquer sa vie, etc. Ces comportements ne sont pas toujours faciles à expliquer par la théorie économique classique⁷ » car ils relèvent d'un comportement altruiste lié aux valeurs, à la culture de l'agent économique. Ce sont les **motivations intrinsèques**. Enfin, nos actions sont aussi guidées par une troisième catégorie de motivation qui est celle de l'image de soi que l'on veut renvoyer ou simplement avoir de soi-même. C'est ce que Tirole appelle **la motivation réputationnelle**. On sait, en effet, que nos comportements sont influencés par le fait que l'on est observé ou non.

Si nos comportements obéissent à un système complexe de motivations, les incitations à mettre en œuvre pour obtenir un résultat ne se limitent pas à la gratification matérielle. Favoriser la confiance et la collaboration pourra être déterminant. Il reste, comme le montre l'économie expérimentale, que nos comportements souffrent de nombreux biais. Notre rationalité est limitée : nous avons tendance à surévaluer le présent et notre expérience personnelle, nous sommes confrontés à nos identités multiples (nous obéissons à différents processus mentaux : cognitifs, affectifs, instinctifs), nous réagissons différemment selon le contexte... Tout un débat est né, à partir des travaux d'économie comportementale, autour de ce que l'on appelle le paternalisme libéral⁸, c'est-à-dire l'idée que l'État devrait intervenir par des *nudges* (des coups de pouce) afin de corriger les biais de comportement des agents

économiques (les inciter à ne pas fumer, à mieux choisir leur alimentation, à mieux se protéger en prenant une mutuelle...).

Un bon exemple de la prise en compte de la complexité des déterminants qui guident nos comportements économiques est la nouvelle approche de la Banque mondiale concernant la conduite des politiques de développement⁹. La réflexion est centrée sur les modes de prise de décision des individus avec la distinction entre : **la pensée automatique** – celle que l'on mobilise le plus souvent pour les actions répétitives –, **la pensée sociale** – qui est influencée par ce que pensent les autres – et **la pensée par modèles mentaux** – qui sont déterminés par la vision du monde que partagent les humains d'une même société. Ainsi, si on veut inciter les individus à épargner ou à mieux gérer des ressources rares comme l'eau potable, il faut penser de nouvelles formes d'intervention qui s'appuient sur les modèles mentaux, les stéréotypes, les attentes sociales, les schémas de coopération...

L'économie a donc élargi considérablement son champ d'investigation en repensant la rationalité des agents, les problèmes d'incertitude, de défaillance de marché. On pourrait aussi faire référence aux modèles dynamiques qui permettent d'introduire le cadre temporel absent de l'analyse statique et à l'économie géographique qui permet d'introduire l'espace dans le raisonnement économique (problème par exemple de la polarisation des activités).

Les débats actuels

Pour illustrer l'apport de l'économie dans la compréhension des mutations du monde contemporain, on peut citer quelques exemples de sujets qui mobilisent les réflexions des économistes.

La stagnation séculaire

La stagnation séculaire est une question récurrente en économie. Pendant les années 1930, certains économistes tels que Alvin

^[7] Tirole J. « Motivation intrinsèque, incitations et normes sociales », *Revue économique*, 2009/3, vol. 60, p. 578.

^[8] Voir par exemple Thaler R. et Sunstein C.R. (2003) : « Libertarian Paternalism », *American Economic Review*, vol. 93, n° 2, p. 175 à 179, et la critique d'un « libéral », Gilles Saint-Paul : http://www.tse-fr.eu/sites/default/files/medias/doc/wp/macros/wp_tse_339.pdf.

^[9] Le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde 2015 a pour sous-titre : « Pensée, société et comportement ».

Hansen, Benjamin Higgins, Paul Sweezy, que l'on a appelés les « stagnationnistes », pensaient qu'il y avait un épuisement de la croissance quand les économies allaient vers la maturité, ce qui leur semblait être le cas dans les années 1930-1940. De nouveau, dans les années 1970, cette thèse est réapparue avec la notion de stagflation, et voilà que Richard Gordon l'a relancée en 2012 en s'interrogeant sur la fin de la croissance économique aux États-Unis. Le sujet mobilise aujourd'hui des économistes réputés comme Richard Baldwin, Larry Summers, Paul Krugman, Olivier Blanchard, Emmanuel Farhi, Barry Eichengreen, qui étudient les manifestations de cette stagnation séculaire, ses causes et les solutions pour la dépasser¹⁰. Ils pointent du doigt de nombreux facteurs : la démographie, les inégalités, la déflation, l'épuisement du progrès technique, le coût des ressources naturelles, le risque climatique, l'accumulation des dettes. À l'opposé de la thèse de la stagnation séculaire, deux experts du MIT, Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, estiment que nous sommes à l'aube du « deuxième âge de la machine¹¹ ». Une troisième révolution industrielle serait en train de se produire, mais elle serait encore peu visible dans les statistiques car celles-ci n'arriveraient pas à mesurer correctement les progrès d'une économie de plus en plus immatérielle.

Les inégalités contre la croissance

Thomas Piketty n'est pas le seul à s'inquiéter du creusement des inégalités dans les pays riches. L'OCDE et le FMI viennent de publier des études qui mettent en évidence leurs effets négatifs sur la croissance économique. Aux États-Unis, les 10 % les plus riches accaparaient environ 33 % du total des revenus dans les années 1970 contre environ 50 % aujourd'hui. Le FMI montre que lorsque les inégalités se creusent, les agents économiques en difficulté s'endettent (c'est une composante importante de la crise financière de 2007-2008). De plus, si les revenus de la classe moyenne stagnent ou régressent, il y

ZOOM

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DES RÉFORMES

« La conception d'une stratégie de réformes implique aussi d'établir des priorités parmi de nombreuses actions possibles. Les gouvernements essaient rarement de s'engager simultanément sur tous les fronts. Généralement, ils suivent plutôt ce que Dani Rodrik appelle "la liste de courses" (*the laundry list*) et choisissent les réformes qu'ils considèrent politiquement ou socialement faisables. Or, ce n'est pas un moyen efficace pour réformer une économie, car cela ne conduit pas à choisir les réformes les plus utiles ou à tenir compte des complémentarités qui existent entre des décisions relatives à différents domaines.* »

* Pisani J., Enderlein H. (2014), « Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

[10] http://www.voxeu.org/sites/default/files/Vox_secular_stagnation.pdf.

[11] Brynjolfsson E. et McAfee A. (2014), *The Second Machine Age. Work Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*, New York, W. W. Norton & Company.

a un effet négatif sur la demande et donc sur l'activité et l'emploi. On observe de surcroît un affaiblissement de la mobilité sociale et une aggravation des formes d'exclusion par l'éducation, l'emploi, le logement, la santé. Les travaux actuels sur la croissance inclusive ou la croissance soutenable traitent des stratégies à mettre en œuvre pour réduire ces inégalités.

Autres sujets

D'autres sujets sont débattus par les économistes comme **la guerre des monnaies** (y a-t-il une course à la dépréciation monétaire ?), **le ralentissement du commerce international** (est-il le résultat du ralentissement de la croissance économique mondiale ou d'une modification des stratégies de production internationale des grandes

^[12] Rifkin J. (2014), *La Nouvelle Société du coût marginal zéro*, Paris, Les liens qui libèrent.

^[13] Un exemple intéressant est le projet : <http://core-econ.org/>.

^[14] Voir la conférence « Visions d'économistes et projets de société » : <http://www.touteconomie.org/Cycle2010>.

firmer, ce que l'on appelle les chaînes de valeur ?), **l'avenir du capitalisme** (va-t-on vers une économie du quaternaire, une éclipse du capitalisme¹² ?), **l'économie politique des réformes** (cf. Zoom p. 10).

Les réflexions des économistes sont en prise avec les sujets majeurs qui nous interpellent : les défis environnementaux, la recherche d'une croissance « plus juste », la régulation de la finance, la modernisation de l'action publique...

Conclusion : pour un dialogue fécond

Si nous avons insisté sur des sujets qui font débat entre les économistes, il ne faut pas oublier qu'en fait « les économistes s'accordent sur beaucoup de choses, dont plusieurs sont politiquement controversées. L'économiste de Harvard, Gregory Mankiw, en a énuméré certaines en 2009. Les idées suivantes ont été soutenues par au moins 90 % des économistes :

– les taxes d'importation et les quotas réduisent le bien-être économique général ;

– la réglementation des loyers réduit l'offre de logements ;

– les taux de change flottants offrent un système monétaire international efficace ;

– les États-Unis ne devraient pas empêcher les entreprises de sous-traiter l'emploi à l'étranger ;

– et la politique budgétaire stimule l'économie lorsqu'il y a moins de plein-emploi ».

Et Dani Rodrik de conclure ce billet par : « Les désaccords entre économistes sont une preuve de bonne santé. Ils reflètent le fait que leur discipline se compose d'une collection de modèles variés, et que la correspondance du modèle à la réalité est une science imparfaite qui laisse une grande place à l'erreur. » L'économie est une discipline vivante qui doit être accessible au plus grand nombre et d'abord à ceux qui ont décidé de l'étudier¹³. Reste une question : les économistes ont-ils une idée du type de société vers lequel on devrait converger si on réalisait les réformes qu'ils suggèrent¹⁴ ?

POUR EN SAVOIR PLUS

❖ **BOURGUIGNON F.** (2012), « L'économie n'est pas une science », *L'Économie*, n° 55.

❖ **KEEN S.** (2014), *L'Imposture économique*, Paris, Les Éditions de l'Atelier.

❖ **KIRMAN A.** (2012), « La théorie économique dans la crise », *Revue économique*, vol. 63.

❖ **RODRIK D.** (2014), « Les dangers du consensus économique », 14 août 2014, project-syndicate.org.

❖ **TAYLOR T.** (2014), « Économie et morale », *Finances et Développement*, FMI, juin.

❖ **TIROLE J.** (2014), « L'éthique face au marché », *Les Échos*, 8 décembre.

❖ Cycle de conférences : comment raisonnent les économistes ? <http://www.touteconomie.org/Cycle2010>.